



Pr. Dr. Thierry Serge RENOUX

Professeur émérite à Aix-Marseille Université, France

Né le 8 décembre 1953. Nationalité française.

Address:

Institut Louis FAVOREU – Groupe d'Études et de Recherches sur la Justice constitutionnelle
Faculté de droit et de science politique, Aix-Marseille Université (AMU)
3, avenue Robert Schuman 13628 Aix-en-Provence cedex 01

Phone/mail :

(+33) (0)4.13.94.46.64 ou 65 (secrétariat)

thierry.renoux@univ-amu.fr

Situation professionnelle / Current situation :

- ***Agrégé des Facultés de droit***
- ***Professeur émérite à Aix-Marseille Université (FR)***
- ***Ancien Directeur adjoint du service juridique du Conseil constitutionnel***
- ***Avocat aux Barreaux de Paris et de Marseille (honoraire)***
- ***Chargé d'enseignements à l'École Nationale de la Magistrature***
- ***Ancien Membre de la Commission Nationale de Déontologie des Magistrats***
- ***Ancien Membre de la Commission Nationale de Réforme de la Justice***

I. BIOGRAPHIE

- **Fonctions :**

- Professeur des Universités (Nantes, 1988-1990 ; Aix-Marseille : depuis 1990)
- Directeur du Master 2 Professionnel « Justice et droit comparé »
- Directeur du Master 2 Professionnel, « Entreprise, Droit, Europe-Japon » (MEDEJ), Droit des Affaires internationales, Institut de Droit des Affaires, Aix-Marseille Université.
- Directeur de Recherches au CNRS (GERJC-ILF, DICE, UMR 7318, *Droit international et droit comparé*)
- Directeur du Centre de Recherches sur le Droit public
- Directeur du LERIJ (Laboratoire d'Etudes et de Recherches International sur la Justice-FDSP)

- **Domaines d'expertise : Droit public/Droit privé français et comparé**

- Droit constitutionnel, Justice et Droit (interne et comparé).
- Droit national, européen et international des droits de l'Homme.
- Droits fondamentaux de la personne humaine.
- Droit pénal et procédure pénale.
- Lutte contre le terrorisme.
- Droit de l'entreprise : analyse économique du droit.
- Assistance juridique internationale, Legal drafting.

- **Titres et diplômes :**

- Licence en droit, 1974, Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne, (*Magna cum Laude*)
- Maîtrise de droit public, 1975, Université d'Aix-Marseille III, (*Summa cum Laude*)
- Diplôme d'Etudes approfondies de Droit processuel-droit privé, 1976, (*Summa cum Laude*)

- Diplôme d'Études approfondies de Droit Public, 1977 (*Magna cum Laude*)
- Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat, 1976, (*Magna cum Laude*)
- Docteur d'État en Droit public, 1982, *Summa cum Laude*, félicitations du jury à l'unanimité et proposition pour un premier prix de thèse.
- Lauréat des Facultés de Droit, 1^{er} prix de thèse, toutes disciplines, 1982,
- Prix Gabriel de Bonnecorse : Prix du meilleur étudiant de Doctorat en droit, 1984.
- Agrégation externe de droit public (1988)

- **Expérience professionnelle :**

Professeur émérite, Faculté de Droit, Aix-Marseille Université.

- Directeur Adjoint du Service juridique du Conseil constitutionnel, 1976-1981.
- Chargé de Travaux Dirigés de droit constitutionnel à l'Université de Paris I, 1981-1983.
- Attaché parlementaire du Premier vice-président de l'Assemblée nationale, 1981-1984.
- Avocat-collaborateur, LYON-CAEN, FABIANI, LIARD, avocats aux Conseil d'État et à la Cour de cassation, jusqu'en 1989.
- Avocat au Barreau de Paris, 1983-1990.
- Chargé de mission auprès de l'Ordre des Avocats du Barreaux de Paris, jusqu'en 1990.
- Avocat au Barreau de Marseille, 1990-2003
- Chargé d'enseignement de droit public auprès de l'Ecole Nationale de la Magistrature, Formation initiale, Bordeaux, 1990.
- Chargé d'enseignement de droit judiciaire et droit comparé auprès de l'Ecole Nationale de la Magistrature, Formation permanente, Paris, depuis 1999.
- Chargé d'enseignement au Centre Universitaire de Mayotte (droit européen et droit international des droits de l'Homme)
- Expert auprès de l'OCDE, de la Banque Mondiale et du FMI : séjour d'un an à Bucarest en vue de la préparation de l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne (2004)

- **Fonctions académiques :**

- Directeur du *Centre de Droit Public* (1993-2000)
- Directeur du Master II Professionnel, *Institution et fonctions de la Justice en droit comparé* (Droit judiciaire comparé), jusqu'en 2004.
- Directeur du Master II Professionnel, *Droit de l'Entreprise, Europe-Japon*, depuis 2009. Master bilingue, *Monde Asiatique des Affaires* : français-japonais (Institut de Droit des Affaires)
- Directions de thèses de Doctorat en Droit (35 thèses)
- Correspondant pour les institutions suivantes : *OCDE, Eurowarrant, Association des magistrats de l'Union européenne, Ministère français des Affaires étrangères.*

- **Recherche juridique :**

- Directeur de recherches, *Institut Louis Favoreu, Groupe D'études et de Recherches sur la Justice Constitutionnelle / GERJC* (depuis 1985) : Membre fondateur, dice.univ-amu.fr/fr/dice/ilf
- Centre de la Recherche juridique de la Faculté de droit, *Membre du Conseil d'administration.* facedroit.univ-amu.fr/fr

- **Direction de recherche :**

- Directeur de recherches du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) Laboratoire des droits international, comparé et européen dice.univ-amu.fr
- Membre du Conseil d'Administration du Cercle des Constitutionnalistes, www.constitutionnalistes.fr/a-propos
- Membre du Conseil scientifique de l'Association Française de Droit Constitutionnel et de l'Association Internationale de Droit Constitutionnel, www.afdc.fr/conseil-dadministration
- Membre de la Société de Législation comparée, www.legiscompare.fr/web/
- Membre du Centre Français de Droit comparé www.centrefdc.org/lecentre/presentation.html
- Membre de l'Association Henry Capitant, www.henricapitant.org

- Membre du Réseau Asie & Pacifique CNRS, www.reseau-asie.com
- Membre du Réseau de Juristes français et japonais Nihon Europa, nihoneuropa.univ-tours.fr/index.php/accord-de-cooperation/
- Membre du Conseil scientifique, Mission de Recherche Droit et Justice www.gip-recherche-justice.fr ;
- Membre du Conseil d'administration, l'Institut des Hautes Études sur la Justice, www.ihej.org
- Conseiller et chargé de cours, NOHA, *Network on Humanitarian Action* www.nohanet.org ;

○ **Responsabilités éditoriales :**

- Membre du Comité éditorial de la Revue du Droit de l'Union européenne, Bruylant Ed. <https://www.larcier.com/fr/revue-du-droit-de-l-union-europeenne.html>
- Membre du Comité scientifique de la Revue française de droit constitutionnel, Presses Universitaires de France : https://www.puf.com/collections/Revue_francaise_de_droit_constitutionnel
- Membre du Comité éditorial de *Diritto pubblico comparato ed europeo* DPCE, Mulino Ed., <https://www.mulino.it/riviste/issn/1720-4313>
- Direction de la rédaction de l'Annuaire international de justice constitutionnelle (Volumes I à IV), <https://www.persee.fr/collection/aijc> ; <https://dice.univ-amu.fr/fr/dice/ilf/publications/revues/annuaire-international-justice-constitutionnelle>
- Directeur de la chronique de Droit constitutionnel pénal, Revue pénitentiaire et de droit pénal (Cujas Ed., Paris), <https://www.cujas.fr/rpdp.htm>
- Author and National coordinator (Dir. A. Weber) *Fundamental Rights in Europe and North America*), Kluwer Law International Ed., 2001. https://scholarship.law.nd.edu/law_books/354/
- Editor and author (with TAING Ratana, KUONG Teilee, HOR Peng & Rodolphe PROM), *Annotated Constitution of the Kingdom of Cambodia*, 351 p. CHBAB.net Ed., 2017, The Cambodian Law Library, <http://en.chbab.net/publications/annotatedconstitutionofthekingdomofcambodia>

- **Professeur invité**

- Pontificia Universidad Católica de Chile, www.uc.cl
- Universidad de Buenos Aires, www.uba.ar/internacionales/index.php?lang=en
- Universidad Carlos III de Madrid, www.uc3m.es
- Universitat Autònoma de Barcelona, www.uab.es,
- Università degli Studi di Pisa, www.unipi.it,
- Università commerciale Luigi Bocconi – Milano, www.unibocconi.it,
- Università degli Studi di Perugia, www.unipg.it,
- Università della Calabria, www.unical.it/portale/
- Soochow University www-en.scu.edu.tw
- Nagoya University, en.nagoya-u.ac.jp/
- Seinan Gakuin University, Fukuoka, Japon, www.seinan-gu.ac.jp
- Masaryk University, Brno, (Czech Republic), www.muni.cz/en/about-us/organizational-structure/faculty-of-law
- Charles University, Prague, (Czech Republic) www.cuni.cz/uken-1.html
- Universidad Externado de Colombia, Bogotá, Colombia www.uexternado.edu.co
- Université Chūō-Tokyo, www.cu-hs.chuo-u.ac.jp,

- **Expertise (organismes nationaux et internationaux) :**

- Membre de la Commission Nationale de Réflexion sur la Justice en France (P. Truche, Dir., 1997) <https://www.vie-publique.fr/rapport/24902-rapport-au-president-de-la-republique-de-la-commission-de-reflexion-sur> ; <https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/974072100.pdf>
- Membre du Comité National de Déontologie des juges, 2017-2020 https://www.courdecassation.fr/files/files/Déontologie/Recueil-avis_CDMJ_2017-2020.pdf
- Expert chargé de l'adhésion des nouveaux Etats à l'Union européenne (droit parlementaire et droit des institutions judiciaires) : séjour d'un an (2014) auprès du ministère de la Justice de Roumanie (<http://www.just.ro>) :

- Expert auprès du ministère des Affaires étrangères et de l'OCDE ;
- Expert pour la Justice auprès du Conseil national de la Principauté de Monaco :
https://www.conseil-national.mc/wp-content/uploads/2020/08/PL778_Rapport-du-Professeur-Thierry-Serge-Renoux.pdf
- Auditions et travaux pour l'Assemblée nationale et le Sénat français
<http://www.publicsenat.fr/lcp/politique/trop-lois-tue-loi-471990>

III. PUBLICATIONS

A- LIVRES:

1. **Le Conseil constitutionnel et l'autorité judiciaire**, Economica Ed., Paris 1984, 606 p.
2. **L'indemnisation publique des victimes d'attentats**, Economica Ed, 1988, 318 p.
3. **Contentieux constitutionnel des actes administratifs** (avec L. Favoreu), Dalloz, 1992, 206 p
4. **L'administration de la Justice en France** (avec A. Roux) Presses universitaires de France, collection Que Sais-je ? n°2816, 127 pages
5. **La Cour de Justice de la République** (avec B. Mathieu et A. Roux) Presses universitaires de France, collection Que Sais-je ?, n°2981, 127 pages.
6. **La Cour de cassation et la Constitution de la République**, (Dir.), La Documentation française, 1995, 291 pages.
7. **Les Conseils supérieurs de la magistrature en Europe** (Dir.) La Documentation française, 2000, 319 p. ;
8. **Protection des libertés et droits fondamentaux**, La Documentation Française, 2007 (1^{ère} édition) et 2011 (2^{ème} édition), 395 pages.
9. **La question prioritaire de constitutionnalité, Pratique et contentieux**, Lexis-Nexis, Coll. LITEC Professionnels, (en coll.), 2011 (1^{ère}éd.) et 2013 (2^{ème} éd), 466 p.
10. **La Justice en France**, La Documentation française, 2013, 307 p.
11. **Code constitutionnel**, Code commenté et annoté de la Constitution française, Lexis Nexis, Ed. 2021, (depuis 1994, 11 éditions totalement mises à jour), 1780 pages.

B- ARTICLES :

12. **A propos de l'élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel** , Revue de Droit prospectif, Presses universitaires de France, n°6, 1978, pp. 53-64.
13. **De la décision "juge unique" à la décision "sécurité liberté". L'évolution du principe d'égalité devant la justice dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel**, La Gazette du Palais, 1983, tome 2, Doctrine, p. 356-360.
14. **Les moyens d'action des députés**, in L'Assemblée nationale, Revue Pouvoirs, n°34, 1985, pp. 16-24
15. **Incidences sur les techniques juridictionnelles et procédurales** , Rapport français, Le contrôle de constitutionnalité par le Conseil constitutionnel, 1^{ère} Table Ronde internationale du GERJC, 25 octobre 1984 Annuaire International de Justice constitutionnelle, AIJC, Volume I, 1985, pp. 135-161.
16. **La rénovation du conseil économique et social**, Actualité Juridique de Droit Administratif, Dalloz, Ed. 1985, n°1.
17. **Chronique de législation**, Le Quotidien Juridique, Paris, 1985-1990.
18. **Le médiateur de la République**, Petites affiches, Paris, 12 février 1990, n° 19, p. 2-12.
19. **Le principe de non-rétroactivité des lois en droit constitutionnel français**, Annuaire International de Justice constitutionnelle, Volume V, 1990 Economica Ed. pp. 357-375.
20. **Immunité et parlementaires chargés de mission** - Revue française du droit constitutionnel (RFDC), 1990, p. 239-250
21. **L'exception, telle est la question** , Revue française du droit constitutionnel n°4, 1990, pp. 651-658.
22. **Note sous Conseil constitutionnel**, décision n° 89-265 DC du 09 janvier 1990, *Loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'évènements survenus en Nouvelle-Calédonie*, Revue française du droit constitutionnel, 1990, p. 323
23. **Note sous Conseil constitutionnel** décision n° 90-276 DC du 05 juillet 1990, *Résolution complétant l'article 86 du règlement de l'Assemblée nationale*, Revue française du droit constitutionnel, 1990, p. 727
24. **La Cour de cassation et l'article 66 de la Constitution : à propos de l'arrêt de l'assemblée plénière du 24 Novembre 1989 sur les écoutes téléphoniques (en coll. avec P. Kayser)**, Revue française du droit constitutionnel 1990, p.139 et s.

25. **Note sous Conseil constitutionnel** décision n° 90-281 DC du 27 décembre 1990, *Loi sur la réglementation des télécommunications*, Revue française du droit constitutionnel 1991, p. 118

26. **Note sous Conseil constitutionnel**, 90-288 DC, 16 janvier 1991, *Statut des conseillers référendaires à la Cour de cassation*, Revue française du droit constitutionnel 1991, p191 et s.

27. **La place de l'autorité judiciaire dans le système institutionnel** , Revue Politique et Parlementaire, Paris, 1991.

28. **L'apport du Conseil constitutionnel à l'application de la théorie de la séparation des pouvoirs en France**, Recueil Dalloz Ed, Chron. 1991, pp. 169-171.

29. **Le recours des particuliers devant le Conseil constitutionnel français**, in *Le recours des particuliers devant le juge constitutionnel* , Economica, Paris, 1991, pp-79-101.

30. **L'autorité judiciaire et la loi : à propos des écoutes téléphoniques, retour sur une notion en débat** (en coll. avec P. Kayser), Revue française du droit constitutionnel, 1991, pp. 331-345

31. **Constitutionnalité des actes administratifs** (Contrôle de la), Répertoire de Contentieux administratif (en coll. avec L. Favoreu), Dalloz, Ed. 1994.

32. **Le droit au recours juridictionnel en droit constitutionnel français**, Etudes en l'honneur de Jacques Velu, Bruxelles, Bruylant Ed. 1992.

33. **Dictionnaire constitutionnel**, (Dir. O. Duhamel , Y. Meny), Presses universitaires de France, 1992 (22 articles et/ou occurrences)

34. **L'autorité judiciaire**, in *L'écriture de la Constitution* , Actes du Colloque du 30^{ème} anniversaire de la Constitution de 1958, 8 au 10 septembre 1988, Aix-en-Provence, Economica, Presses universitaires de France, 1992, pp. 667-721

35. **Le principe de la légalité en droit constitutionnel positif français**, Petites affiches, 11 mars 1992,

36. **Note sous Conseil constitutionnel**, décision no 93-326 DC, 11 août 1993, Revue française du droit constitutionnel, 1993, p. 848,

37. **Note sous Conseil constitutionnel**, décision no 92-305 DC, 21 février 1992, Revue française du droit constitutionnel 1992, p. 389,

38. **Note sous Conseil constitutionnel**, décision n° 92-316 DC du 20 janvier 1993, Loi relative

- à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, *Revue française du droit constitutionnel*, 1993, p. 375 et p. 395
39. **Le Conseil supérieur de la magistrature**, in « La révision de la Constitution », Actes des Journées d'études de l'Association française des constitutionnalistes, Economica, Presses universitaires de France, 1993, pp. 209-218.
40. **Si le grain ne meurt ... (à propos de la réforme de la saisine du Conseil constitutionnel par les justiciables)** *Revue française du droit constitutionnel*, n°14, 1993, pp. 271-290.
41. **Responsabilité de l'Etat et droits des victimes d'actes de terrorisme** (en coll. avec A. Roux) *Actualité juridique de droit administratif*, Dalloz, Ed., 1993, pp.75-81
42. **Le droit au juge naturel, droit fondamental**, *Revue trimestrielle de droit civil*, Dalloz Ed. 1993, no 1, p. 33-58.
43. **Le Conseil constitutionnel et le statut des magistrats de l'ordre judiciaire : vers une révision constitutionnelle ?** À propos de la décision 92-305 DC du Conseil constitutionnel du 21 février 1992, *Gazette du Palais*, Paris, 6 mai 1993, p. 555-562.
44. **Le droit au recours juridictionnel**, *JCP*, « La Semaine juridique », 1993, G, Doctrine, 3675, Lexis-Nexis Ed. pp. 211-220.
45. **Le pouvoir judiciaire en France** in « *Etudes de droit constitutionnel franco-espagnol* », Economica, 1994, pp. 215-241
46. **Note sous Conseil constitutionnel**, décision n° 93-334 DC, 20 janvier 1994, *Revue française du droit constitutionnel* 1994, no 18.
47. **Le Conseil constitutionnel et le pouvoir judiciaire en France et dans le modèle européen de contrôle de constitutionnalité des lois**, *Revue internationale de Droit comparé*, n°3, 1994, pp. 890-899.
48. **La libertés des juges**, *Revue Pouvoirs*, Presses Universitaires de France, n°74, Les juges, 1995, pp. 55-70.
49. **De l'injonction pénale en droit français**, note sous Conseil constitutionnel, décision 95-360 DC du 02 février 1995, *Loi relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative*, *Revue française de droit constitutionnel*, 1995, p. 405
50. **Le statut constitutionnel des juges en droit comparé** in *Etudes comparatives*, Etudes et documents du Centre d'Etudes juridiques Française, (Dir. Chr. Autexier), Universität des Saarlandes, p. 234

51. **Note sous Conseil constitutionnel**, Cons. const., 2 févr. 1995, n° 95-360, Dalloz Ed. 1997, pp.130 et s.
52. **Le statut constitutionnel des juges du siège et du parquet en droit constitutionnel français**, Annuaire International de Justice constitutionnelle, AIJC, Economica Ed. Volume XI, 1995, pp.221-247.
53. **La Cour de cassation et la Constitution de la République**, Rapport général introductif (en coll. avec L. Favoreu), Presses universitaires de France -La Documentation française, 1995 pp. 15-33
54. **La répartition constitutionnelle des compétences entre l'ordre judiciaire et l'ordre administratif ; La Cour de cassation la Constitution et la séparation des pouvoirs** in La Cour de cassation et la Constitution de la République, Presses universitaires de France - La Documentation française, 1995, pp. 77-116
55. **Les fondements juridiques – constitutionnels et législatifs – de l'administration de la justice et de l'organisation judiciaire »,** in L'administration de la justice et la gestion des tribunaux, Bordeaux, juin 1995, organisé par le Conseil de l'Europe, Études et Documents du Conseil de l'Europe, p 15 s.
56. **Note sous Conseil constitutionnel**, 9 avril 1996, n° 96-373, Dalloz Ed. 1998, pp.153 et s.
57. **Le Président de la République, garant de l'autorité judiciaire ?** Revue Justices, n°3, 1996, Dalloz, Ed. pp. 97-112.
58. **Le Conseil constitutionnel et la collégialité : Les juges uniques, dispersion ou réorganisation du contentieux ?**, Dalloz, Collection Grands Colloques,1996, pp. 113-121.
59. **Le droit au juge dans l'Union européenne**, Centre de documentation et de recherches européennes (CEDORE), J. Rideau, Dir. , Lirairie de droit et de jurisprudence Ed., 1998, pp. 109-119 ;
60. **Note sous Conseil constitutionnel**, 16 juillet 1996, Polynésie française, Dalloz Ed, 1998, 147.
61. **Le Conseil constitutionnel et l'instruction pénale: juges ou magistrats?**, Revue Justices, Dalloz, 1998, pp. 75-90 ;
62. **Le Conseil constitutionnel peut-il être reconnu comme un tribunal des conflits ?** in « La légitimité de la jurisprudence du Conseil constitutionnel », Economica, 1999, pp. 273-288.
63. **La place de la Justice dans la Constitution** in « La Constitution de la République a 40 ans », Colloque du Conseil constitutionnel, 27-28 octobre 1998, Lirairie de droit et de jurisprudence, Paris,1999.

64. **Le pouvoir judiciaire en France et Europe continentale: approche comparative**, Revue du Droit Public, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, n°4, 1999, pp 967-984 ;
65. **Justice et pouvoir politique: Pouvoir ou contre-pouvoir?**, La Semaine Juridique, JCP, Ed. G, Lexis-Nexis Ed. 1999, I, n°161 .
66. **La réforme de la justice en France: le juge et la démocratie**, La Gazette du Palais 21-22 janvier 2000, pp. 185-189.
67. **Les incidences éventuelles d'une responsabilité des juges sur l'organisation constitutionnelles des pouvoirs publics**, in Les juges de l'irresponsabilité à la responsabilité?, Presses Universitaires d'Aix-Marseille Ed., 2000 , pp. 211-225.
68. **Le droit constitutionnel et le droit pénal**, Travaux de l'Institut de sciences criminelles de Poitiers, Editions Cujas, Paris, 2000, n°21, pp. 149-173 ;
69. **La Cour de Justice de la République, et après?**, Université de Paris I, Centre de recherches de droit constitutionnel, Les cahiers constitutionnels de Paris I, La Documentation française Ed, Collection Actes et Colloques, 2000 .
70. **La Constitution de 1958 et le pouvoir juridictionnel**, in Justice et institutions judiciaires, La Documentation française Ed, 2001 , pp. 16-21.
71. **Les juridictions constitutionnelles spécialisées**, in Justice et institutions judiciaires, La Documentation française Ed, 2001 , pp. 29-33.
72. **La place de la Justice dans la Constitution**, in La Constitution en vingt questions ,<http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/la-constitution/la-constitution-de-1958-en-20-questions/la-constitution-en-20-questions.17418.html>
73. **Le pari de la Justice**, in La nouvelle Vème République, Revue Pouvoirs n°99, Presses universitaires de France Ed, 2001, pp. 87-100
74. **Quelle Justice pour le statut des magistrats ?**, Revue française de droit constitutionnel, n°48, 2001, pp. 724-750.
75. **Lutte contre le terrorisme et protection des droits fondamentaux**, Rapport français, Annuaire international de justice constitutionnelle, n°XVIII, 2002, parution 2003, Economica Ed. pp.195-244.
76. **Justice et Constitution au Japon et en Corée du Sud Rapport français**, in Justice et Constitution en Asie, Presses de l'Université des Sciences sociales de Toulouse, Groupe de recherches sur l'Asie du Sud-Est, 2003, pp. 9-31.

77. **Le statut des magistrats garant de la démocratie**, Revue Les Petites Affiches, n°121, 2003., pp.4-12.
78. **Quelles réponses juridiques au bio-terrorisme ?** in Le risque épidémique, 2003, Presses universitaires de France, pp. 325-343.
79. **Autorité de la chose jugée ou autorité de la Constitution ? A propos de l'effet des décisions du Conseil constitutionnel** in L'Esprit des institutions, l'équilibre des pouvoirs, *Mélanges en l'honneur de Pierre Pactet*, Dalloz, 2003, pp. 835-859.
80. **Le statut des magistrats comme garant de la démocratie**, in Justice et démocratie, Presses Universitaires de Limoges (PULIM), 2003, pp. 59-79.
81. **Le poids de la Constitution dans les réformes de la Justice**, in Réforme de la Justice, réforme de l'Etat, Droit et Justice, Presses universitaires de France Ed., Nov. 2003, pp.103-118.
82. **Le statut des magistrats** in Cadiet (Loïc), Richer (Laurent) (dir.), Réforme de la justice, réforme de l'État. Colloque, Paris, Sorbonne, 24 et 25 janvier 2002, Paris, Presses universitaires de France Ed, 2003, p. 267-269.
83. **Justice de proximité : du mythe à la réalité ?**, Revue française du droit constitutionnel, n°55, 2003, pp. 548-566
84. **Juger le terrorisme ?** in **La Justice dans la Constitution**, Les Cahiers du Conseil constitutionnel n°14, Dalloz Ed., 2003 ,pp. 102-114
85. **L'avenir du statut des membres du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel au regard des exigences constitutionnelles**, La Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales, 25 juillet 2005, n° 30-34, Lexis-Nexis Ed.
86. **Dictionnaire de la Justice** (Dir.L. Cadiet) *V° Séparation des pouvoirs ; Autorité judiciaire* , Presses Universitaires de France, 2005.
87. **Dictionnaire des droits fondamentaux** (Dir. D. Chagnollaud, G. Drago) *V° Droit au juge, Droit à l'emploi ; Solidarité nationale*, Dalloz, 2006
88. **La magistrature : un corps unique ou deux corps ? Les moyens matériels de la justice**, in La justice, réforme et enjeux, Les Cahiers Français, La Documentation française, n°334, 2007, pp. 30-31.
89. **Dictionnaire des droits de l'Homme** (Dir.J. Andriantsimbazovina et alii.) *V° Droit au juge ; Garantie des droits (au sens de l'article DDHC 16)* Presses universitaires de France Ed, 2008.

90. **Louis Favoreu et le principe de la séparation des pouvoirs**, in *Renouveau du Droit constitutionnel, Mélanges en l'honneur de Louis Favoreu*, Dalloz, 2007, pp.13-20.
91. **Législation et Constitution en Roumanie : entre désordre, incertitude et ambiguïté**, in *Démocratie et liberté : tension, dialogue, confrontation, Mélanges en l'honneur de Slobodan Milacic*, Bruylant, Bruxelles, 2007, pp. 635-644.
92. **Le nouveau régime de responsabilité constitutionnelle du Chef de l'Etat issu de la révision constitutionnelle du 23 février 2007 : à la recherche d'une responsabilité pénale perdue !** *Revue pénitentiaire de droit pénal*, 2007, Cujas Ed. pp.453-469
93. **L'apport constitutionnel à la réflexion sur l'évolution du ministère public**, in « Quel avenir pour le ministère public ? », Coll. *Thèmes et commentaires*, Dalloz Ed., 2008, pp.33-54
94. **Les articles 29 et 30 du projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Vème République : des droits nouveaux pour les citoyens** in *Du nouveau dans la Constitution ? Les Petites Affiches*, Paris, n°97, 2008, pp. 83-87.
95. **La « doctrine Gicquel » : le Conseil constitutionnel, expression du pouvoir juridictionnel**, in « *Constitutions et pouvoirs* », *Mélanges en l'honneur de Jean Gicquel*, Montchrestien Ed., 2008, pp. 437-446.
96. **La Constitution et le pouvoir juridictionnel. De l'article 64 de la Constitution et de l'indépendance de l'autorité judiciaire à l'article 16 de la Déclaration des droits et l'indépendance de la Justice**, in *Cinquantième anniversaire de la Constitution française*, Dalloz Ed, 2008, pp. 293-309.
97. **Contrôle de constitutionnalité et contrôle de conventionalité** in *Les 50 ans de la Constitution*, Lexis-nexis, 2008, pp. 353-367.
98. **Quelle place pour le Conseil économique, social et environnemental ?** In « *Une nouvelle Constitution ?* », *Revue Les Petites affiches.*, n°254, 2008, pp.114-120
99. **Le concept de Constitution a changé** in *Le spectacle du Monde*, dossier « *Constitution : Que reste-t-il de la Vème République ?* », Octobre 2008, n°549.
100. **Liberté d'expression, droit au juge et présomption de culpabilité**, *Revue Pénitentiaire et de droit pénal*, Cujas Ed. N°3, 2009 pp.667-671.
101. **La jurisprudence pénale du Conseil constitutionnel**, *Revue Pénitentiaire et de droit pénal*, n°1, 2010, pp.185-204.

102. **L'indépendance de la Justice au Japon** in « Justices et droit du procès. Du légalisme procédural à l'humanisme processuel » Mélanges en l'honneur de Serge Guinchard, Dalloz, 2010, pp. 101-111
103. **Dossier spécial « Garde à vue : la décision du Conseil constitutionnel du 30 juillet 2010 »**. Le point de vue de l'universitaire. Garde à vue, droit de garder le silence et gradation des garanties constitutionnelles en cas d'atteinte portée à la liberté individuelle », Revue pénitentiaire et de droit pénal Cujas Ed. Paris, n° 3, 2010, pp. 629-638
104. **La révision constitutionnelle du 23 juillet 2010 et la question prioritaire de constitutionnalité**, Revue de l'actualité législative, « Codes et Lois », Lexis-Nexis Ed. Janvier 2010.
105. **Constitution et droit pénal**, Rapport français Annuaire international de justice constitutionnelle, Volume XXVI, 2010, parution 2011, Economica Ed. pp.195-244.
106. **Le parquet au sein du pouvoir judiciaire, la gestion dyarchique des juridictions, enjeux et perspectives : le regard de la doctrine** in « Le statut constitutionnel du parquet, Thèmes et commentaires, Dalloz Ed 2012, pp. 71-76.
107. **Le pouvoir juridictionnel** in « Institutions et vie politique sous la Vème République, La Documentation française Ed., 2012, pp. 117-129,
108. **Droit pénal constitutionnel : la jurisprudence du Conseil constitutionnel sur la question prioritaire de constitutionnalité en matière répressive (mai 2010 - mai 2011)**, en Revue pénitentiaire et de droit pénal et Bulletin de la Société générale des prisons et de législation criminelle, 2012, pp. 417-446.
109. **La construction progressive d'un « droit de la peine de mort » effet vertueux de la mondialisation du droit ?** Mélanges en l'honneur de Jean-Louis Bergel, Bruylant, 2013, pp. 401-415.
110. **La QPC et l'innovation du Droit**, in Droit et innovation, Collection de l'Institut de Droit des Affaires, Centre de droit économique, Presses universitaires de France, 2013, pp. 323-329.
111. **La QPC (question prioritaire de constitutionnalité) et l'autorité judiciaire**, in « Les nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel » Dalloz Ed., n°39, 2013, pp. 251-258
112. **L'individualisation de la sanction pénale- Le point de vue du constitutionnaliste**, in Droit constitutionnel et droit pénal, Cujas Ed, Paris, 2013, pp. 171-173.
113. **Présidence impériale ou monarchie Républicaine ? La suprématie de la fonction présidentielle est-elle inévitable sous la Vème République ?** Mélanges en l'honneur de Henry Roussillon, Presses Universitaires de Toulouse, 2014, pp. 619-627.

114. **La jurisprudence du Conseil constitutionnel sur question prioritaire de constitutionnalité en matière répressive (juin 2012-juin 2014)**, Revue de droit pénal et de droit pénitentiaire, n°1, Cujas Ed, Paris, 2014, pp.111-159
115. **La Question française de constitutionnalité et le contrôle de conventionnalité : réflexions conclusives**, Les cahiers de l'Institut Louis Favoreu, n°5, Presses Universitaires d'Aix-Marseille Ed., 2015
116. **Introduction de la problématique : L'autorité judiciaire dans les institutions de la Cinquième République**. Cour de cassation, Assemblée nationale & Sénat, Dalloz Ed. Coll. Thèmes & Commentaires, 2016, pp. 151-164
117. **L'éthique du droit constitutionnel est-elle une éthique des sciences ?** In « La perméabilité du droit constitutionnel aux autres sciences », Les Cahiers de l'Institut Louis Favoreu, n°7, Presses Universitaires d'Aix Marseille Ed., 2016
118. **Un nouveau droit de l'Homme ? Le droit de vivre dans des frontières bien délimitées** in « *La frontière revisitée. Un concept à l'épreuve de la globalisation*, Institut Universitaire Varenne Ed. Coll. Colloques et Essais, 2016, pp. 117-125.
119. **La Cinquième République française et l'État de droit**, Journées franco-coréennes, Korea University & Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 16 avril 2016
120. **La Cour de cassation dans le viseur (sélectif) du ministère de la Justice** in *La Semaine Juridique*, édition générale, LexisNexis Ed. N° 51, 19 décembre 2016, pp. 1379-1385
121. **Justice, pouvoir et fonctions judiciaires : à propos de « l'euphémisation » de l'autorité judiciaire** in *La Constitution européenne de la France*, Dalloz Ed. Coll. Thèmes & Commentaires, 2017, pp. 247-267
122. **La justice dans le débat démocratique - L'autorité judiciaire, un service public ?** in « Les Cahiers de la justice », Revue de l'École Nationale de la Magistrature, Paris, Dalloz Ed., n° 2, 2017, pp. 331-347,
123. **La protection des droits culturels en France et en Europe** in « État du droit et état des droits », Mélanges en l'honneur du Professeur Dominique TURPIN, Coll. Centre Michel de l'Hospital, LGDJ-Lextenso, 2017, pp. 739-751
124. **Une nouvelle approche de l'indépendance des magistrats et de la séparation des pouvoirs**, Recueil Dalloz Ed., 2018, Chronique, n°18, pages 953-962,

125. **« Mater semper certa est » : brèves réflexions sur la gestation pour autrui et le principe d'égalité** in « Les droits de l'homme à la croisée des droits », Mélanges en l'honneur du Professeur Frédéric SUDRE, LexisNexis, 2018, pp. 633-643.
126. **Droit pénal constitutionnel : la jurisprudence du Conseil constitutionnel en matière pénale**, Chronique semestrielle, de 2007 à 2021 (10 Chroniques) in « Revue pénitentiaire et de droit pénal », revue créée en 1877 par la Société Générale des Prisons et de Législation Criminelle, plus ancienne publication française relative au droit pénal.
127. **Le Conseil constitutionnel et le pouvoir juridictionnel en France** in « La QPC, vers une reconfiguration de l'architecture juridictionnelle ? », pp. 137-147, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, PUAM, 2020
128. **Il est temps d'ouvrir le Tribunal des conflits à la voie de la Question Prioritaire de Constitutionnalité (QPC)** in « Des racines du Droit et des contentieux », Mélanges offerts au Professeur Jean-Louis MESTRE, L'Épitoge Ed., Février 2020, pp. 475-483
129. **Commission d'enquête parlementaire sur l'indépendance du pouvoir judiciaire : À la bonne heure ?** Chronique, in « La Semaine Juridique », édition générale, 28 septembre 2020, n°40, pp. 1064-1075,
130. **Que reste-t-il de la séparation des pouvoirs ?** in « Révolution, Constitution, Décentralisation », Mélanges en l'honneur du Professeur Michel VERPEAUX, Dalloz Ed. 4 Nov.2020,
131. **Constitution et diversité** in « Appréhender la diversité. Regards pluridisciplinaires sur l'appréhension de la diversité », Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, Coll. Colloques & Essais, Tome 104, 312 pages, 2020
132. **Le droit au juge en droit constitutionnel comparé** in « Du « droit constitutionnel au juge » vers un « droit au juge constitutionnel » ? Perspectives de droit comparé, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, Coll. Colloques & Essais, Tome 108, 220 pages, 2021
133. **Principes républicains et liberté de religion : libres propos sur la liberté de culte en France et en Europe.** Mélanges offerts au Professeur Ken HASEGAWA, Japanese Institute of Comparative Law, Tokyo, Kyodo Ed. (En cours de publication)

C- PUBLICATIONS EN LANGUE ETRANGERE :

134. **The rights of victims and liability of the State, Terrorism and International law**, (Dir. R. Higgins et M. Flory) published in USA & Canada, (Routledge) and U.K (London School of Economics) , 1997, pp.250-263
135. **Le Conseil constitutionnel et la séparation des pouvoirs** Etudes de droit public japonais, Chuô University Press, n°40, 1998, pp. 124-145 (*en japonais*)
136. **La jurisdicción ordinaria francesa y la Constitución: indiferencia, convergencia o competencia?**, Cuadernos de DERECHO PUBLICO, mayo-agosto, n°7, 1999, pp. 65-76. (*en español*) ;
137. **O federalismo e a Uniao Européia**, Direito constitucional. Estudos em Homenagem a Manoel Gonçalves Ferrerira Filho, Sao Paulo, 1999, pp. 263-287. (*en português*) ;
138. **Un federalismo senza federazione? La natura della Comunità: una evoluzione verso lo Stato federale?** Diritto Comparato, Ed. Europeo, Giappicelli Editore, 2000, pp. 211-224 (*en italien*)
139. **Il presidente della Repubblica negli ordinamenti democratici, l'esperienza francese** in « Il presidente della Repubblica » Dir. Luciani (M) et Volpi (M), Il Mulino, 1997, pp.529-549 (*en italien*)
140. **La funzione della giustizia in Francia nella protezione della libertà** , in Gambino S. (Dir.), La magistrature et l'Etat constitutionnel , UniCal, 2004 (*en italien*) .
141. **The current situation of the legislation in Romania. Conditions of simplification and systematization of the regulatory**, OCDE, Bucharest, Ministry of Justice, February 2004.
142. **Dualism of executive power: the French experience** in « *International Conference on Coalition Government in Europe*, International Institute of Democracy, Graduate Institute of European Studies, Tam-Kang University & Institute of International Relations, National Chengchi University, Taiwan, 2001.
143. **La privatisation de La Poste en France et au Japon**, Action publique et globalisation, Journée franco-japonaise pour le Droit public, 9 septembre 2005, (*en japonais*), <http://sminamino.web.fc2.com/FR/sfi/seminairefi.htm>
144. **Le nouveau régime de responsabilité du Chef de l'Etat issu de la révision constitutionnelle du 23 février 2007 : à la recherche d'une responsabilité perdue**, (*en japonais*, Chuô University Press, Institute of comparative law in Japan, n°12, pp. 35-70)
145. **The French experience: how in constitutional law, accountability, transparency and real independence of the judges can curb corruption** in "Democracy, Participation and

Accountability: Comparative perspective”, Publication of the King’s Prajadhipok’s Institute and the Royal Institute of Thailand, 2007.

146. **From Human Rights to Fundamental Rights: Affirmation of Constitutional Universalism**, in “Proceedings of Asian Forum for Constitutional Law”, edited by Nagoya University School of Law, Nagoya University Center for Legal Exchange, 2007, pp.183-191.

147. **Il ruolo del Consiglio Superiore della Magistratura in Francia alla luce della riforma costituzionale del 2008**, Rev. Diritto Pubblico comparato ed Europeo, 2010, n°IV. (*en italien*)

148. **Le pouvoir judiciaire en France et en Europe continentale**, Revue Iranienne de droit constitutionnel, 2010, n°12 (*en farsi*)

149. **La révision de la Constitution française et l’Union européenne**, in “Future of Comparative Study in Law: the 60th anniversary of the Institute of comparative Law in Japan”, Chuo University Press, Tokyo, 2010.

150. **World confrontation and State sovereignty: progressive construction of the Law of Death Penalty**, *Legal Studies in Global Era: legal issues beyond the borders*, Chuô University Press, Tokyo, 2011 (*anglais et japonais*)

151. **Constitutional Responses to Terrorism: Fight against terrorism in a rule of law. Is there a French model?** Congress of the International Association of Constitutional Law, Oslo, 2014.

152. **Human rights and counterterrorism: How to reconcile the irreconcilable?** In «*Common European legal thinking*”, Essays in honor of Pr. Dr. Albrecht Weber, Springer Switzerland Ed. 2015

153. **Politics of Judicial Independence and Judicial Accountability in France**, Charles University (Univerzita Karlova) Prague & Masaryk University, Brno, Czech Republic, 11-28 April 2016, European Council .

D. PREFACES (Sélection)

- **Le droit d'amendement et le juge constitutionnel en France et en Italie**, Valérie Sommacco, Bibliothèque constitutionnelle et de science politique, Librairie générale de droit et de jurisprudence Ed. Paris, 2002

- **La Constitution italienne et le droit communautaire Étude de droit comparé**, Sara Carmeli, Coll. Logiques Juridiques, L’Harmattan Ed., 2002.

- **Manuel du Comité Consultatif National d’Éthique**, Éric Martinez, Les études hospitalières Ed. 2004.

- **Standards et droits fondamentaux devant le Conseil constitutionnel français et la Cour Européenne des Droits de l’Homme**, Shirley Leturcq, Bibliothèque constitutionnelle et de

science politique, Librairie générale de droit et de jurisprudence 2005

- **Justice, constitution et droits fondamentaux au Japon**, Mamiko Ueno, Bibliothèque constitutionnelle et de science politique, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 2010
- **La Transition démocratique et la garantie des droits fondamentaux Esquisse d'une modélisation juridique**, Nada Youssef, Publi-book Ed. Paris, 2011

E-VIDEOS & INTERNET

- **Quelles politiques de l'environnement pour l'Union européenne et le Japon ?** in « Union européenne et Japon : Regards croisés sur nos influences réciproques et intérêts communs »
欧州連合と日本: 相互的影響と共通の利益に関する交差的視点,
Colloque international de Tours (France) 26 -27 mars 2018
<https://www.canal-u.tv/chaines/irji/union-europeenne-et-japon-regards-croises-sur-nos-influences-reciproques-et-16>
- **Pas de mise en quarantaine de la Convention européenne des droits de l'homme** , 24 avril 2020, <https://blog.leclubdesjuristes.com/pas-de-mise-en-quarantaine-de-la-convention-europeenne-des-droits-de-lhomme/>
- **La CEDH : un frein à la lutte anti-terroriste ?** 4 décembre 2020
<http://blog.leclubdesjuristes.com/la-cedh-un-frein-a-la-lutte-anti-terroriste-par-thierry-renoux-et-maria-gudzenko/>